

# Une initiative inédite en Suisse veut réguler les géants du web

**Responsabiliser internet** Le texte lancé mardi exige que les plateformes, les moteurs de recherche et l'intelligence artificielle assument leurs responsabilités.

**Florent Quiquerez**

Alors que le Conseil fédéral – freiné par les menaces de droits de douane de Donald Trump – tergiverse sur la façon dont il veut réguler les géants du web, le coup de pression pourrait venir du peuple. Ce mardi, une initiative populaire a été officiellement lancée. Son but: responsabiliser les géants du numérique. Et si le texte mérite qu'on s'y intéresse, c'est qu'il ne fait pas les choses à moitié. Tant le fond que la forme impressionnent.

Le fond, d'abord. Cette «initiative internet» vise un large spectre d'interventions. Elle renforce d'abord explicitement la protection des mineurs et consolide les droits des consommateurs. Le texte intègre aussi pleinement l'intelligence artificielle générative dans le champ des obligations. Pour les initiants, cette extension est indispensable, alors que les chatbots sont désormais utilisés comme des moteurs de recherche à part entière, voire directement intégrés à ceux-ci.

En matière de désinformation, l'initiative impose aussi la mise en œuvre de mesures concrètes de réduction des risques afin de prévenir toute manipulation des processus démocratiques en Suisse, notamment par des campagnes étrangères.

## Sanctions financières et restrictions d'accès

Et pour garantir l'effectivité de ces dispositions, le texte prévoit la désignation d'un représentant légal en Suisse, mais surtout la possibilité de sanctions financières et, en dernier recours, des restrictions d'accès aux plateformes concernées. L'objectif est clair: doter la Suisse d'une base constitutionnelle solide permettant une régulation réellement applicable.

Sur la forme, le texte non plus n'est pas en reste. Car c'est une véritable armada qui est derrière cette initiative. À la manœuvre, on trouve Guido Fluri. Il y a un peu plus de dix ans, l'homme avait déjà marqué la politique suisse en lançant l'initiative sur



L'entrepreneur et philanthrope Guido Fluri (à g.) est à l'origine de l'initiative internet. Le peuple pourrait avoir le dernier mot. Keystone

**«Lorsqu'il s'agit de nos droits fondamentaux et de la démocratie suisse, il ne peut y avoir de compromis.»**

**Guido Fluri**  
Entrepreneur et philanthrope

la réparation en faveur des victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance en Suisse. En un temps record, l'initiative avait rassemblé 100'000 signatures et avait permis une véritable reconnaissance des abus passés en Suisse.

## Abus sexuels et cyberescroquerie

Pour cette nouvelle initiative, il est entouré de personnalités politiques de premier plan. On retiendra, côté romand, le soutien de Céline Amaudruz (GE), vice-présidente de l'UDC, de Samuel Bendahan (VD), coprésident du groupe socialiste, de Jacqueline de Quattro (PLR/VD), présidente de la Commission de politique de sécurité, de Sophie Michaud Gigon (Les Verts/VD), secrétaire générale de la Fédé-

ration romande des consommateurs, ou encore de Céline Weber (VD), vice-présidente des Vert'libéraux.

Pour les initiants, les plateformes numériques, les moteurs de recherche et les services d'IA servent aujourd'hui de vecteurs à la diffusion massive de contenus illégaux, criminels et menaçant la sécurité de l'État. Et de citer les abus sexuels sur des enfants, la cyberescroquerie ou encore les campagnes de désinformation orchestrées depuis l'étranger. «Le modèle économique des géants du web repose sur la captation maximale de l'attention, sans responsabilité équivalente quant aux risques générés», alertent-ils. Pour eux, «il est temps de mettre un terme à cette logique».

Le lancement de cette initiative internet intervient également

dans un contexte particulier. Les atermoiements du Conseil fédéral avaient suscité une grogne populaire, qui s'était concrétisée dans une lettre ouverte. Mais aussi une action politique, puisque les Verts avaient proposé un projet de loi clés en main. Après plusieurs mois de retard, le gouvernement a finalement mis en consultation un projet de loi sur les plateformes de communication et les moteurs de recherche (LPCom).

Reste que dans sa forme actuelle, la mouture du Conseil fédéral est jugée largement insuffisante pour les initiants. Pour Guido Fluri, les 100'000 signatures de son initiative constitueront un mandat clair pour élaborer une loi efficace. «Lorsqu'il s'agit de nos droits fondamentaux et de la démocratie suisse, il ne peut y avoir de compromis.»